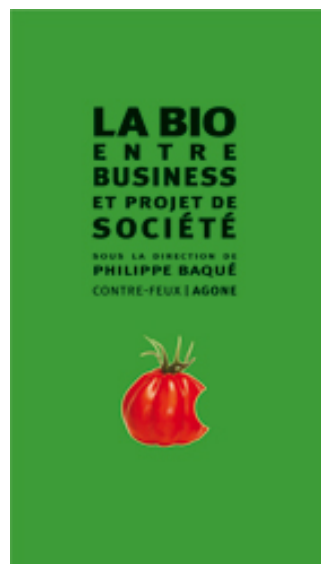


Observatoire du Management Alternatif  
Alternative Management Observatory

Fiche de lecture

**La bio entre business et projet de  
société**

Sous la direction de Philippe Baqué  
2012



Marine d'Allancé – Décembre 2013  
Majeure Alternative Management – HEC Paris – 2013-2014

## La bio entre business et projet de société

*Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre du cours « Grands défis », donné par Hubert Bonal au sein de la Majeure Alternative Management, spécialité de troisième année du programme Grande École d'HEC Paris.*

[Agone], [Marseille], [2012]

Première date de parution de l'ouvrage : 2012

**Résumé :** A travers l'étude de l'ouvrage collectif *La bio, entre business et projet de société*, cette fiche de lecture fait le constat des paradoxes que soulève l'agriculture biologique aujourd'hui. Elle s'attache dans un premier temps à relever les principes environnementaux, économiques, politiques et sociaux fondateurs de la bio, puis propose l'analyse des dérives émergentes liées à l'essor d'un *bio-business* qui, en exploitant le marché porteur du bio, cantonne l'alternative à un cahier des charge technique et un label lucratifs. Quelques pistes de réflexion pour contrer cette récupération du modèle sont proposées, ainsi qu'une prise de distance critique sur la portée de l'ouvrage.

**Mots-clés :** Agriculture biologique, *Agrobusiness*, *Biobusiness*, Paysannerie, Souveraineté alimentaire

---

## Organic agriculture, from doing business to building society

*This review was presented in the “Grands défis” course of Hubert Bonal. This course is part of the “Alternative Management” specialization of the third-year HEC Paris business school program.*

[Agone], [Marseille], [2012]

Date of first publication : 2012

**Abstract :** The study of the book *Organic agriculture, from doing business to building society* is an investigation of organic agriculture's current paradoxes. Has the emerging profit-thirsty organic business driven organic agriculture away from its initial meaning ? The first part of the study is meant to recall the fundamental environmental, social, economical and political principles at the root of organic agriculture. It is followed by a discussion about the current deviances linked to its integration into the mass-market, and concludes by mentioning few alternatives that should inspire change.

**Key words :** Agribusiness, Food sovereignty, Organic agriculture, Organic-business, Peasantry.

### Charte Ethique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances. L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

## Table des matières

<b>1. L’auteur et son œuvre.....</b>	<b>4</b>
1.1. Brève biographie .....	4
1.2. Place de l’ouvrage dans la vie de l’auteur.....	5
<b>2. Résumé de l’ouvrage.....</b>	<b>6</b>
2.1. Plan de l’ouvrage .....	6
2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions .....	7
2.2.1. Le constat .....	8
2.2.2. La proposition .....	14
<b>3. Commentaires critiques.....</b>	<b>16</b>
3.1. Avis d’autres auteurs sur l’ouvrage .....	16
3.2. Avis de l’auteur de la fiche .....	16
<b>4. Bibliographie du directeur de l’ouvrage.....</b>	<b>18</b>
4.1. Ecrits .....	18
4.2. Réalisations audio-visuelles.....	18
<b>5. Références.....</b>	<b>19</b>

# 1. L'auteur et son œuvre

## 1.1. Brève biographie

Le directeur de cet ouvrage collectif, Philippe Baqué, est journaliste indépendant pour *Le Monde Diplomatique*, *Politis*, *Silence* et *Témoignage Chrétien*, auteur d'un ouvrage sur le pillage de l'art africain, et réalisateur de plusieurs films documentaires. Son film *Eldorado plastic* (2001) l'a emmené sur les terres andalouses, à la découverte de l'industrie agricole et du bio-business, et a inspiré cet ouvrage collaboratif.

Hind Aissaoui Bennani est une journaliste indépendante dont les sujets d'étude sont l'agriculture et la condition de la femme au Maroc.

Pierre Besse est ingénieur agronome et maraîcher bio, membre de l'association Areso (Association régionale d'écoconstruction du Sud-Ouest), engagé dans le développement des Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne). Ses articles sont publiés dans les revues *Nature et Progrès*, *EcoRev'* et *Silence*.

Michel Besson est sociologue, chargé de cours à l'Université de Lille, et auteur de plusieurs articles sur l'automatisation et les communautés. Il a cofondé la coopérative Andines engagée dans le développement de filières solidaires ainsi que l'association Minga, qui milite pour l'équité dans les échanges commerciaux.

Clémentine Cirillo-Allahsa est journaliste indépendante spécialisée en sciences humaines et sur la question du patrimoine régional. Elle collabore avec *Politis* et a été volontaire civile en Palestine.

Patrick Herman est journaliste-paysan, il collabore à *Politis*, *Le Monde Diplomatique*, *Réalité de l'écologie*, *XXI* et a publié l'ouvrage *Les nouveaux esclaves du capitalisme* (Au diable Vauvert, 2008). Il est producteur de fruits bio en Aveyron, sans mention ni certification.

Laetitia Mailhes est journaliste indépendante installée en Californie, ancienne correspondante du quotidien *Les Echos*, spécialiste de l'agriculture durable et d'alimentation. Elle a fondé un blog mêlant ces deux sujets, *The Green Plate*, et a contribué à l'ouvrage *Seule la diversité cultivée peut nourrir le monde. Réponse à l'OMC* (Minga, 2011).

Silvia Pérez-Vitoria est économiste, sociologue et réalisatrice de films documentaires sur les questions agricoles et paysannes. Elle a publié les livres *Les paysans sont de retour* (Actes Sud, 2005) et *La riposte des paysans* (Actes Sud, 2010).

## 1.2. Place de l'ouvrage dans la vie de l'auteur

A l'origine de cet ouvrage : un voyage et une découverte préoccupante. En 2009, dans le cadre de ses activités de réalisateur, le coordinateur de l'ouvrage Philippe Baqué découvre la « mer de plastique » d'Andalousie : une immense zone d'activité agricole espagnole où, parmi les serres conventionnelles, les serres biologiques s'étendent à perte de vue. C'est ici que sont cultivés en grande partie les fruits et légumes qui abreuvent le marché européen bio. Les conditions de travail particulièrement difficiles, la situation précaire d'une main d'œuvre importée, ou encore la concentration agricole difficilement supportable pour l'environnement alarment le voyageur. Est-ce ainsi qu'est pratiquée la bio aujourd'hui ? A-t-elle perdu son âme ? Mérite-t-elle donc le discrédit qu'on lui porte souvent ?

L'auteur décide de mener une vaste enquête sur la bio dans le monde en regardant de près les pratiques, les initiatives, les parties prenantes, et en invitant la participation de différents penseurs, chercheurs et praticiens. Ce livre collectif 428 pages structuré en 16 chapitres est donc une série d'articles qui dressent le constat de l'agriculture biologique aujourd'hui dans le monde en étudiant différentes filières (élevage de volaille, filière laitière, soja...) dans différents pays (Colombie, États-Unis, Maroc, Espagne...).

Cet état des lieux, construit à partir d'entretiens réalisés entre 2009 et 2011 auprès des acteurs de la filière de l'agriculture biologique, se rapproche d'un ouvrage journalistique par sa volonté d'exhaustivité et la pluralité de ses voix. Il tend par ailleurs vers un ouvrage politique car il porte un jugement sur les dérives actuelles et promeut une alternative économique et sociale.

## 2. Résumé de l'ouvrage

### 2.1. Plan de l'ouvrage

Introduction : Quel sens donner à la bio ?

I. Colombie : la bio au cœur des conflits

II. La double nature de la bio

III. Élevages de volailles : la bio va-t-elle y laisser des plumes ?

IV. Opération « B.I.O. » : guerre commerciale & grande distribution

V. Andalousie : bio et mer de plastique

VI. Des acteurs historiques de la bio face aux nouveaux enjeux

VII. Maroc : l'obsession exportatrice

VIII. Biocoop : le grand écart

IX. Changer de distribution pour changer de société

X. Comment le lait bio va-t-il tourner ?

XI. Les Amap : miracle ou mirage ?

XII. Israël – Palestine : la bio entre champ et bataille

XIII. Semences : la bio contre la bio diversité ?

XIV. De la démocratie alimentaire aux États-Unis

XV. Bolivie : l'agroécologie d'avant la bio ?

XVI. L'agroécologie, un outil de transformation sociale

Conclusion : Une autre bio pour un autre monde ?

## 2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions

### *Aux fondements de la bio*

Le coordinateur de l'ouvrage donne un cadre à son analyse en revenant dans un premier temps aux origines de l'agriculture biologique, appelée « la bio ». Il revient sur la multiplicité des pratiques qui nourrissent sa définition et sur l'héritage fondamentalement subversif et militant de ses pères fondateurs (Steiner et l'agriculture biodynamique, Howard et l'agriculture organique, les Muller et l'agriculture organo-biologique, Fukuoka et l'agriculture naturelle, la permaculture, etc.).

Afin de donner un cadre à son analyse, l'auteur donne la définition de l'agriculture biologique citée dans la charte de l'International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)<sup>1</sup>.

*« L'agriculture biologique est un système de production qui maintient et améliore la santé des sols, des écosystèmes et des personnes. Elle s'appuie sur des processus écologiques, la biodiversité et des cycles adaptés aux conditions locales, plutôt que sur l'utilisation d'intrants ayant des effets adverses. L'agriculture biologique allie tradition, innovation et science au bénéfice de l'environnement commun et promeut des relations justes et une bonne qualité de vie pour tous ceux qui y sont impliqués. »*

### *Bio paysanne vs. Bio business*

Cette définition pose les principes d'une bio qui ne repose pas seulement sur des critères environnementaux, mais convoque des principes économiques, politiques, et éthiques. Une bio qu'on peut appeler « paysanne », formalisée il y a plus de 40 ans, qui sert de cadre de référence pour dresser l'état des lieux des pratiques actuelles de la bio et qui s'oppose à l'agriculture biologique industrielle, point de départ du bio-business, dont la définition se

---

<sup>1</sup> Fondée en 1972, l'IFOAM est la seule association internationale qui regroupe toutes les parties prenantes de l'agriculture biologique. Sa mission est de conduire, unifier et soutenir le mouvement de l'agriculture biologique dans toute sa diversité. <http://www.ifoam.org/en/what-we-do/our-strategy>

limite à un ensemble de critères agronomiques (fertilité du sol, gestion de ravageurs des cultures et des maladies).

### 2.2.1. Le constat

#### *Les principes environnementaux*

Le respect des sols, des milieux et de la biodiversité est indubitablement le point départ fondamental de l'agriculture biologique. Ces principes environnementaux sont encadrés par cahier des charges technique de l'agriculture biologique, certifié par la Communauté Européenne *via* la mention européenne AB. Ils s'inscrivent aussi dans d'autres cahiers des charges plus stricts mais non reconnus au niveau européen, tels que celui de Nature&Progrès<sup>2</sup> ou encore Bio Cohérence, développé par la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB)<sup>3</sup>.

Bien qu'il soit globalement respecté et contrôlé par des organismes indépendants<sup>4</sup>, différentes initiatives étudiées dans l'ouvrage démontrent que le cahier des charges est parfois contourné, comme l'illustre par exemple le manque de transparence des volaillers bio français qui, pour alimenter leur élevage, importent des céréales dont l'origine biologique est douteuse.

Par ailleurs, l'ouvrage évoque les menaces qui pèsent sur le contenu du cahier des charges actuel, en mentionnant l'activité intensive des lobbys représentant les multinationales de l'agroalimentaire et de l'agriculture conventionnelle, qui souhaitent un assouplissement des normes du cahier des charges biologique pour avoir accès au marché porteur du bio. C'est ainsi que la législation européenne RCE 834/2007 réformait le règlement en matière d'AB en diminuant ses exigences et interdisant le maintien de labels nationaux plus stricts que ceux de la Commission.

L'ouvrage fait le constat de l'expansion considérable de la bio industrielle, qui par sa taille et son intensité écologique enfreint directement les principes environnementaux portés par la bio paysanne. En effet, l'agriculture biologique d'exportation (illustrée dans l'ouvrage par la production bio israélienne destinée à 80% à l'export, la filière marocaine d'exportation culture

---

<sup>2</sup> La fédération internationale Nature & Progrès est engagée depuis 1964 dans l'agroécologie et a développé un cahier des charges technique plus contraignant que celui de la réglementation européenne AB. [http://www.natureetprogres.org/nature\\_et\\_progres/natureetprogres.html](http://www.natureetprogres.org/nature_et_progres/natureetprogres.html)

<sup>3</sup> La marque de filière Bio Cohérence a été développée en 2011 par la FNAB et regroupe aujourd'hui plus de 600 adhérents. <http://www.biocoherence.fr>

<sup>4</sup> Les organismes privés qui certifient aujourd'hui la bio en France sont recensés par l'Agence Bio, et sont au nombre de 8 (Ecocertm Agrocet, Certipas, Bureau Veritas, etc.), cf. <http://www.agencebio.org/les-organismes-certificateurs>



intensive de l'Argan bio, ou encore la « mer de plastique » andalouse qui approvisionne les marchés bio européens) et la monoculture (pratiquée notamment en Colombie avec l'huile de palme bio) sont directement responsables de l'appauvrissement des sols, de l'épuisement des nappes phréatiques, de la déforestation et représentent donc une menace directe pour la biodiversité.

### *Les principes économiques*

La bio paysanne pose comme principes économiques de départ l'indissociabilité des rendements et de la durabilité, le refus du productivisme et de l'industrialisation à outrance, l'instauration de la coopération entre les agents économiques et l'ancrage local des activités économiques. Ces principes de la bio sont illustrés notamment par les circuits courts de distribution des Amaps<sup>5</sup>, qui favorisent la proximité et la solidarité entre consommateurs et producteurs.

L'ouvrage fait le constat d'une agriculture industrielle qui saisit les opportunités offertes par le développement secteur bio (initialement un marché de niche, aujourd'hui un marché de masse) en l'approvisionnant au maximum et ce, en captant la valeur créée par les producteurs. Les acteurs du bio-*business*, les grands producteurs, transformateurs et distributeurs du bio, se sont multipliés, sont en concurrence, et sont donc aujourd'hui plus que jamais à la recherche d'économies d'échelles, de rendement et de compétitivité maximale.

La recherche de rendement du bio-*business* se traduit par une guerre de la communication entre enseignes de distribution, qui toutes se revendiquent bio et utilisent le concept comme argument marketing. « Matraquage responsable », reproduction du *merchandising*<sup>6</sup> développement des marques de distributeurs (MDD) bio, chaque enseigne souhaite ainsi être associée au label bio pour gagner la confiance et la préférence des consommateurs. Ceci a pour effet de réduire le concept de bio au label de l'hypermarché.

Les acteurs du bio-*business* recherchent la compétitivité par une offre bio la moins chère possible, ce qui engendre une guerre des prix qui va directement à l'encontre des principes clés de la bio. La recherche du bas coût favorise les contrats de courts termes qui mettent les

---

<sup>5</sup> Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, qui met en lien direct producteurs agricoles et consommateurs par le biais d'un engagement d'achat du consommateur, un paiement en amont au producteur, une co-construction du prix et du panier, et du choix du lieu de distribution.

<http://www.reseau-amap.org/amap.php>

<sup>6</sup> On peut penser ici au concept du vrac – la nourriture dans des contenants en libre service en magasin, qui était auparavant l'apanage des magasins bio et se développe aujourd'hui dans les enseignes de la grande distribution.

producteurs en compétition, diminuent les prix d'achat, favorisent les producteurs industriels bio internationaux, dont l'offre est moins chère et fragilisent les petits producteurs et transformateurs bio locaux. Les prix bas fixés sont par ailleurs faussés puisqu'ils n'internalisent pas les externalités négatives liées à la production biologique intensive, et sont souvent fixés à partir d'une prime bio ajoutée au prix des produits conventionnels.

La recherche de rendements pousse les acteurs à se concentrer au sein de la chaîne agroalimentaire. Les grands distributeurs hyperconcentrés, qui distribuent déjà 50% des produits bio en France et rachètent les enseignes spécialisées bio<sup>7</sup>, forcent les petits producteurs en position de faiblesse à se concentrer pour pouvoir avoir accès aux débouchés de la grande distribution. La coopérative Biolait qui traite avec le réseau U, donnée en exemple dans l'ouvrage, illustre cette tendance, ainsi que le projet centralisateur du réseau Biocoop destiné à accroître le pouvoir et l'efficacité de l'enseigne et à faire face à l'arrivée massive des enseignes de la grande distribution sur le marché du bio.

Du côté de la production, la pression sur les coûts générée par le développement du marché bio de masse force les producteurs au productivisme (artificialisation et mécanisation de la production maximale – dans le respect du cahier des charges AB, recherche d'économies d'échelles par l'accroissement du volume) et engendre ainsi la concentration foncière. L'ouvrage fait ainsi le constat des pratiques d'accaparement des terres par les géants du bio-business (comme en témoigne le Mouvement des Sans-Terre<sup>8</sup> brésilien) et de l'envolée des prix à l'hectare qui limitent ainsi l'accès des petits producteurs à la terre.

Finalement, la recherche de compétitivité des acteurs bio de l'agroalimentaire favorise la recherche de performance par le modèle de management capitaliste des exploitations, des entreprises de transformation et des enseignes de distribution. Ceci implique au niveau stratégique la fixation d'objectifs de croissance et de conquête de part de marché, notamment par les fusions-acquisitions, et la gestion du personnel implique la recherche d'une main d'œuvre la moins chère possible voire même l'optimal du « non-labour », quand le chimique et le mécanique remplacent l'humain dans le travail de la terre. La performance financière s'obtient par l'endettement pour accroître les moyens de production et la recherche de financement par l'ouverture du capital, notamment aux fonds d'investissement ou aux multinationales, qui imposent leurs exigences de rentabilité.

---

<sup>7</sup> Tissier, C (2008). « Monoprix avale Naturalia » *L'Express*. 4 juillet 2008. [http://www.lexpress.fr/actualite/economie/monoprix-avale-naturalia\\_522871.html](http://www.lexpress.fr/actualite/economie/monoprix-avale-naturalia_522871.html)

<sup>8</sup> Intitulé plus précisément le « mouvement des travailleurs ruraux sans terre », le MST est un des plus importants mouvements sociaux d'Amérique Latine qui milite pour le droit à la terre des paysans brésiliens. <http://amisdessansterre.blogspot.fr>

L'ouvrage mentionne la porosité entre les pratiques commerciales de la grande distribution et celle des acteurs traditionnels de la bio, notamment la dilution des pratiques agricoles biologiques quand une exploitation bio est rachetée par une entreprise de l'*agrobusiness*<sup>9</sup>, ou l'embauche de plus en plus fréquente par les enseignes spécialisées bio (telles Biocoop) de cadres issus de la distribution traditionnelle.

L'ouvrage révèle donc que le développement du marché bio de masse a engendré l'intégration des acteurs de la chaîne agroalimentaire biologique à l'économie de marché, les soumettant ainsi aux exigences de compétitivité et de performance qui fondamentalement incompatibles avec les principes économiques de long terme et de coopération de la bio paysanne.

### ***Les principes politiques***

La bio paysanne prône la défense et la revalorisation de l'agriculture paysanne (le respect du droit à la terre, du droit à souveraineté alimentaire), le libre accès aux semences et la participation démocratique des acteurs dans leur développement. Ces principes s'illustrent notamment par la certification par Systèmes Participatifs de Garantie (SPG), où une commission composée de consommateurs, de producteurs et d'experts délivre le label bio de manière transparente.

Le respect de ses principes passe par le rôle clé du régulateur (institutions nationales, ou régionales, notamment européennes) qui fixe le « cadre réglementaire » en limitant la privatisation des biens publics (tels que les semences ou les variétés créées), en faisant respecter les règlements phytosanitaires, en contrôlant le développement génétique des espèces – Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), mutations, etc. – en imposant aux acteurs la transparence, et en protégeant les plus vulnérables de la chaîne agroalimentaire bio.

L'ouvrage dénonce l'influence des acteurs du *bio-business* sur le régulateur, notamment les dépenses considérables des multinationales en lobbying pour assouplir la législation, ou encore l'influence exercée sur l'opinion et la régulation *via* les financements des institutions de recherche et d'enseignement, discréditant notamment les publications qui dénoncent leurs pratiques<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> Définition du Larousse, agrobusiness: ensemble des activités et des transactions en relation avec l'agriculture et les industries agroalimentaire. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/agrobusiness/1791>

<sup>10</sup> On peut notamment penser à la récente polémique causée par la publication de l'étude du professeur Séralini sur les conséquences des OGM sur la santé, et au discrédit acharné de la communauté scientifique.

Le livre révèle la complexité du rôle du régulateur, qui d'une part se doit de favoriser le développement économique et les échanges, en octroyant des subventions aux producteurs, en valorisant les savoirs, en certifiant la qualité, mais qui par ailleurs, au moyen d'un cadre réglementaire parfois contraignant, doit limiter les dérives libérales qui fragilisent le tissu économique local, les petits producteurs et nuisent à l'environnement. Le carcan réglementaire nuit parfois aux petits producteurs, comme en témoigne notamment la certification des espèces en France par la Certification d'Obtention Végétale (Cov), où le régulateur impose pour la commercialisation des variétés produites un enregistrement au Catalogue des Espèces et Variétés Végétales, une procédure coûteuse et complexe difficilement réalisable pour les petits producteurs.

Un chapitre entier du livre explore la domination exercée par les grands semenciers sur les petits producteurs qui nuit directement au principe de souveraineté alimentaire, définie comme suit lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996<sup>11</sup> :

*« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. »*

Les semences industrielles bio développées sont standardisées pour de meilleurs rendements, elles sont pour la plupart impropres à être ressemées (abandon du « privilège de l'agriculteur ») et le droit des producteurs à faire usage des graines qu'elles produisent est limité par les semenciers (abandon de « l'exemption du sélectionneur »). Elles alimentent donc la dépendance des producteurs aux semenciers, entament considérablement leur souveraineté alimentaire et engendrent une modification des terroirs et une disparition de la biodiversité.

L'ouvrage fait le constat du bafouement des principes démocratiques engendré par l'essor d'un bio-business qui au nom du profit, manque souvent de transparence sur ses pratiques et celles de ses collaborateurs, ou favorise au sein des systèmes de gouvernance moins participatifs, comme en témoigne l'abandon progressif des modèles coopératifs du réseau Biocoop au profit des modèles centralisés et intégrés.

Par ailleurs, l'ouvrage dénonce l'instrumentalisation de la production biologique à des fins politiques peu démocratiques, telle que la réinsertion des paramilitaires colombiens à travers

---

[http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/11/29/ogm-l-etude-polemique-du-professeur-seralini-desavouee\\_3522525\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/11/29/ogm-l-etude-polemique-du-professeur-seralini-desavouee_3522525_3244.html)

<sup>11</sup> Momagri (2013). La sécurité alimentaire : un enjeu politique d'actualité. [http://www.momagri.org/FR/articles/La-securite-alimentaire-un-enjeu-politique-d-actualite-\\_471.html](http://www.momagri.org/FR/articles/La-securite-alimentaire-un-enjeu-politique-d-actualite-_471.html)

la production d'huile de palme biologique de l'entreprise Daabon, ou encore « *l'agrocapitalisme colonial* » israélien qui pratique une agriculture biologique d'exportation en exploitant en partie les ressources naturelles du territoire palestinien.

### ***Les principes philosophiques***

Les principes philosophiques et éthiques qui définissent l'agriculture biologique, tels que l'émancipation des personnes par l'autonomie ou le droit à la maîtrise de son développement, pâtissent eux aussi du développement d'une bio industrielle, de masse, qui favorise les grandes structures et limite les droits et les capacités des individus. Le marché bio de masse engendre la multiplication d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur qui captent la valeur produite par les premiers, les déposent des revenus qui leur reviennent, et les assujettissent au bon vouloir des poids lourds de la transformation et de la distribution.

Par ailleurs, le marché de *l'agrobusiness*, dominé par les multinationales des pays occidentaux, encourage la culture d'exportation des pays du Sud et les rend dépendants du marché international, ce qui empêche la création d'un marché intérieur et d'une agriculture vivrière nécessaire au développement autonome des peuples.

Le bilan sans concession dressé par les auteurs de l'ouvrage expose le développement d'une pratique de la bio qui, en intégrant l'économie de marché internationale, s'est engagée dans une « course vers le bas » pour plus de profits et s'est détournée de ses principes politiques, sociaux et éthiques. Le *bio-business* participe donc à l'accroissement des inégalités dans la répartition des richesses, à la domination des acteurs concentrés, et à l'aliénation des petits producteurs, accélérant de fait la « purge de la paysannerie ».

L'ouvrage ne s'en tient pas à poser ce constat riche d'illustrations, mais propose aussi quelques pistes de réflexion pour construire une alternative durable au système à bout de souffle exposé en première partie.

## 2.2.2. La proposition

### *L'agroécologie, une agriculture qui dépasse le cahier des charges technique*

Pour éviter la récupération les acteurs du bio-business du label bio sur ses simples techniques agronomiques, les auteurs mettent en valeur un autre cadre de référence, l'agroécologie, développée initialement dans les années 1970 en Amérique Latine, qui cette fois inscrit formellement les « *dimensions sociales, économiques et politiques dans son approche globale d'études des agroécosystèmes*<sup>12</sup> ».

### *La mobilisation des individus dans l'avenir de la bio*

Pour pouvoir envisager une agriculture biologique durable et respectueuse des principes politiques et éthiques qui la distinguent, l'ouvrage revendique l'importance de l'implication de chaque acteur de la chaîne de l'agroalimentaire et l'instauration d'un dialogue entre les parties prenantes. Les **consommateurs** sont présentés comme des décideurs, qui peuvent faire choix de s'engager pour une agriculture durable en constituant des groupement d'achat ou en rejoignant une Amap. Ils sont aussi, par le biais des associations de consommateurs qui les représentent, des sonneurs d'alarme qui signalent les mauvaises pratiques et possèdent, *via* le pouvoir d'achat (et de boycott), un pouvoir d'action pour sanctionner les dérives.

Les **producteurs**, eux aussi sont une force motrice de l'alternative, puisqu'ils peuvent se fédérer et se solidariser en constituant des magasins de vente collective<sup>13</sup>, des Groupes d'Intérêt Economique (GIE)<sup>14</sup>, ou même s'impliquer directement dans la certification de leurs pairs (*via* le système de SPG<sup>15</sup>). A titre d'exemple, ces acteurs peuvent agir concrètement sur la problématique de la concentration foncière et de l'accès aux terres en s'engageant *via* des associations dans des projets locaux de mobilisation pour l'acquisition foncière, tels que *Reclaim the Fields* aux Etats-Unis ou *Terre de liens* en France.

---

<sup>12</sup> Olivier de Schutter, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation à l'ONU, présentait en mars 2011 un rapport définissant l'agroécologie comme « la protection-régénération de l'environnement naturel » et la présentant comme l'alternative à l'agriculture intensive pour nourrir la planète et sauver le climat. [http://www.srfoof.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308\\_a-hrc-16-49\\_agroecology\\_fr.pdf](http://www.srfoof.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf)

<sup>13</sup> Point de vente collectif : magasin en vente directe de produits fermiers, géré collectivement par un groupe de producteurs fermiers, qui offre un solution de maintien de l'activité et une possibilité d'installation. <http://www.terredenvies.fr/point-vente-collectif.html>

<sup>14</sup> Le Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sorte d'intermédiaire entre la société et l'association, est défini comme le regroupement d'entreprises préexistantes dont les but et de « faciliter ou développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité;[dont le but] n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même » (alinéa 2 de l'article L.251-1 du Code de commerce).

<sup>15</sup> Système Participatif de Garantie mentionné en page 10 de la fiche.

### ***Les systèmes alimentaires locaux***

L'ouvrage recèle de pistes concrètes pour développer les systèmes alimentaires locaux, tels que les jardins communautaires, les fermes urbaines, les marchés de producteurs. Par leur ancrage local et le soutien qu'elles rencontrent auprès des citoyens dès le départ, ses initiatives présentent un potentiel d'essaimage et de duplication importants, notamment *via* les réseaux sociaux, et à travers les *greenhorns*, ces individus tout autant idéalistes que pragmatiques, issus des meilleures formations, qui choisissent de concevoir et participer à la mise en œuvre de ces systèmes alimentaires locaux. Ces initiatives peuvent inspirer l'évolution du cadre réglementaire, comme en témoigne en Californie le développement de la régulation de l'agriculture organique.

## 3. Commentaires critiques

### 3.1. Avis d'autres auteurs sur l'ouvrage

La presse, notamment les revues spécialisées du développement durable, accordait un avis favorable à la parution en mai 2012 de cet état des lieux au périmètre large. Le journaliste Philippe Cazal, du *Paysan du Midi*<sup>16</sup>, louait en août 2012 le sérieux de l'étude menée par les auteurs de l'ouvrage et la pluralité des voix exprimée par les huit auteurs et leurs articles, interrogeant différents acteurs de la chaîne agroalimentaire, issus du Nord comme du Sud.

Sylvain Allemand, d'*Alternatives Economiques*, considère l'ouvrage très réussi, « *militant tout en étant lucide, critique tout en se gardant de jeter le bébé avec l'eau du bain.* »<sup>17</sup>

### 3.2. Avis de l'auteur de la fiche

L'initiative de réaliser un état des lieux de l'agriculture biologique dans le monde est plus que bienvenue puisqu'elle permet la création d'un outil pédagogique nécessaire qui, en intégrant tous les acteurs de la filière agroalimentaire biologique, du producteur au consommateur en passant par le régulateur et les citoyens, permet une vue d'ensemble des responsabilités partagées. La contribution à l'ouvrage d'auteurs aux itinéraires différents est intéressante car elle permet l'élaboration d'un discours plutôt nuancé, ancré dans des réalités pratiques, et qu'au travers des différentes thématiques abordées, elle souligne la complexité des rapports entre acteur au sein de la chaîne agroalimentaire.

Le retour à l'origine de l'agriculture biologique fait dans l'ouvrage est aussi utile puisqu'il rappelle la posture fondamentalement contestataire de son développement : son ADN même est en rupture avec la logique productiviste qui jusque-là a porté le développement de l'agriculture conventionnelle.

---

<sup>16</sup> Cazal, P (2012). « La bio à la croisée des chemins. » *Paysan du midi*. 24 août 2012. <http://agone.org/contrefeux/labioentrebusinessetprojetdesociete/index.html>

<sup>17</sup> Allemand, S (2012). « La bio. Entre business et projet de société ». *Alternatives Economiques*. Septembre 2012. [http://www.alternatives-economiques.fr/la-bio--entre-business-et-projet-de\\_fr\\_art\\_1162\\_60167.html](http://www.alternatives-economiques.fr/la-bio--entre-business-et-projet-de_fr_art_1162_60167.html)



Ce principe du refus du productivisme soulève d'autres questions qui, selon nous, ne sont pas traitées assez franchement dans l'ouvrage. La bio paysanne est-elle simplement capable de nourrir les 9 milliards d'humains qui peupleront la planète en 2050 ? On peut regretter ici l'absence dans l'ouvrage d'un panorama global de la production agricole dans le monde, incluant les systèmes de production de l'offre conventionnelle, qui permettrait un aperçu plus réaliste des défis de la bio comme projet de société. En effet, à titre d'exemple, l'agriculture bio ne représentait en 2009 que 0,9%<sup>18</sup> des terres agricoles mondiales, et en France 80% des ménages font leurs achats en magasin de distribution<sup>19</sup>. Pour qu'il soit pragmatique et en prise avec le réel, le développement des systèmes alimentaires locaux préconisé par l'ouvrage doit se construire à partir de ces données essentielles. Il ne peut par ailleurs que passer par des changements d'habitude de consommation qui supposent un travail pédagogique important. Peut-on espérer l'acceptation par les consommateurs d'une réduction de l'offre alimentaire actuelle à une offre locale et dans le respect des saisons ? Du navet tout l'hiver et peu ou pas de clémentines en été ?

Dans un contexte mondialisé, où les pays sont en compétition pour l'offre agricole et alimentaire, comment développer une bio en rupture avec la logique productiviste sans se voir limité à un marché local restreint ou à la demande émanant d'une élite au pouvoir d'achat élevé ? Selon nous, un chapitre entier aurait pu être consacré à l'enjeu de la souveraineté alimentaire, car au-delà des enjeux de compétitivité pour les nations, l'agriculture et l'accès à l'alimentation est un enjeu stratégique. Le pays qui pourra nourrir sa population dans le monde de demain disposera d'un avantage considérable dans le jeu géopolitique mondial, et ceci est selon nous un argument de poids en faveur d'une agriculture diversifiée, durable, et respectueuse des individus.

---

<sup>18</sup> Worldwatch Institute (2013). Achieving a Sustainable Food System with Organic Farming. <http://www.worldwatch.org/achieving-sustainable-food-system-organic-farming>

<sup>19</sup> Tarteret O, Hanne H (2012), Grande distribution et croissance économique en France. [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/dgccrf/documentation/dgccrf\\_eco/dgccrf\\_eco11.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/dgccrf/documentation/dgccrf_eco/dgccrf_eco11.pdf)

## 4. Bibliographie du directeur de l'ouvrage

### 4.1. Ecrits

- **2003** – Journaliste collaborateur du *Monde diplomatique* - Auteur d'enquêtes pour une série de documentaires "Après la Une", diffusion Arte à partir de juin 2004.
- **1992-2003** – Auteur d'enquêtes pour des documentaires audio-visuels.
- **1999** – *Un nouvel or noir, ou le pillage des objets d'art en Afrique*, Paris-Méditerranée, 191 pages.
- **1987-97** Journaliste collaborateur du *Monde diplomatique*, de *Politis*, du *Nouveau Politis*, de *Témoignage chrétien*, de *Campagne solidaire*, de *Faim développement magazine*, de *Maintenant* et des *Cahiers de l'Iremam*.
- **1993** – *Le politique dans l'histoire touarègue*, sous la direction d'Hélène Claudot-Hawad, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, CNRS-Universités d'Aix-Marseille, 153 pages.

### 4.2. Réalisations audio-visuelles

- **2001** – *Eldorado de plastique*, 52 minutes, documentaire coréalisé avec Arlette Girardot, prod. ADL, diffusion France 2.
- **1998** – *Melilla, l'Europe au pied du mur*, 54 minutes, documentaire coréalisé avec Arlette Girardot, prod. ADL, diffusion ARTE et télévisions espagnole, portugaise et suédoise. Sélectionné pour le Prix Albert-Londres. Prix du meilleur reportage méditerranéen décerné par la ville de Palerme.
- **1997** – *Carnets d'expulsions*, de Saint-Bernard à Bamako et Kayes, 52 minutes, documentaire coréalisé avec Arlette Girardot, prod. L'Yeux Ouverts, diffusion Planète.
- **1996** – *Touaregs, voix de l'exil*, 26 minutes, documentaire coréalisé avec Arlette Girardot, diffusion Planète.
- **1991** – *Tobere Kosam*, 27 minutes, prod. La Lanterne, fiction inspirée d'un conte peul du Burkina Faso, diffusion télévisions danoise, suisse romane, Canal France international, Cirtef-TV5.

## 5. Références

- Agence Bio. « Les organismes certificateurs de l'agriculture biologique ». <http://www.agencebio.org/les-organismes-certificateurs> Page consultée le 28 décembre 2013.
- Allemand, S (2012). « La bio. Entre business et projet de société ». *Alternatives Economiques*. Septembre 2012. [http://www.alternatives-economiques.fr/la-bio--entre-business-et-projet-de\\_fr\\_art\\_1162\\_60167.html](http://www.alternatives-economiques.fr/la-bio--entre-business-et-projet-de_fr_art_1162_60167.html)
- Amis des Sans Terre Brésiliens (MST). « Le mouvement des Sans Terre, c'est quoi ? » <http://amisdessansterre.blogspot.fr/p/le-mouvement-des-sans-terre-cest-quoi.html> Page consultée le 28 décembre 2013.
- Bio Cohérence. <http://www.biocoherence.fr> Page consultée le 28 décembre 2013.
- Cazal, P (2012). « La bio à la croisée des chemins ». *Paysan du midi*. 24 août 2012. <http://agone.org/contrefeux/labioentrebusinessetprojetdesociete/index.html>
- Cossardeaux, J (2012). « La vente en vrac tente de sortir de la consommation militante. » *Les Echos*. 14 décembre 2012. <http://business.lesechos.fr/directions-generales/strategie/0202448004637-la-vente-de-produits-en-frac-tente-de-sortir-de-la-consommation-militante-3598.php> Page consultée le 28 décembre 2013.
- De Schutter, O (2013). *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*. Assemblée Générale des Nations Unies. A/HRC/16/49 [http://www.srfoof.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308\\_a-hrc-16-49\\_agroecology\\_fr.pdf](http://www.srfoof.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf) Page consultée le 28 décembre 2013.
- Fédération Internationale Nature & Progrès. « Une association de consommateurs et de professionnels unis dans un même mouvement. » [http://www.natureetprogres.org/nature\\_et\\_progres/natureetprogres.html](http://www.natureetprogres.org/nature_et_progres/natureetprogres.html) Page consultée le 28 décembre 2013.
- Foucart, S (2013). « OGM : l'étude polémique du professeur Séralini désavouée. » *Le Monde*. 29 novembre 2013. [http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/11/29/ogm-l-etude-polemique-du-professeur-seralini-desavouee\\_3522525\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/11/29/ogm-l-etude-polemique-du-professeur-seralini-desavouee_3522525_3244.html) Page consultée le 28 décembre 2013.
- International Federation of Organic Agriculture Movements.

- « Our strategy ». <http://www.ifoam.org/en/what-we-do/our-strategy> Page consultée le 28 décembre 2013.
- « Définition de l'agriculture biologique ». [http://infohub.ifoam.org/sites/default/files/page/files/dao\\_french.pdf](http://infohub.ifoam.org/sites/default/files/page/files/dao_french.pdf) Page consultée le 28 décembre 2013.
- Larousse, « Agrobusiness ». <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/agrobusiness/1791>
- Momagri. « La sécurité alimentaire : un enjeu politique d'actualité ». <http://www.momagri.org/FR/articles/La-securite-alimentaire-un-enjeu-politique-d-actualite-471.html> Page consultée le 31 décembre 2013.
- Réseau AMAP. « Qu'est ce qu'une AMAP ? » *Annuaire National des AMAP Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne*. <http://www.reseau-amap.org/amap.php> Page consultée le 28 décembre 2013.
- Tarteret O, Hanne H (2012). « Grande distribution et croissance économique en France. » [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/dgccrf/documentation/dgccrf\\_e\\_co/dgccrf\\_eco11.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/dgccrf/documentation/dgccrf_e_co/dgccrf_eco11.pdf). Page consultée le 31 décembre 2013.
- Terres d'envies. <http://www.terredenvies.fr/point-vente-collectif.html>
- Tissier, C (2008). « Monoprix avale Naturalia » *L'Express*. 4 juillet 2008. [http://www.lexpress.fr/actualite/economie/monoprix-avale-naturalia\\_522871.html](http://www.lexpress.fr/actualite/economie/monoprix-avale-naturalia_522871.html)
- Page consultée le 28 décembre 2013.
- Worldwatch Institute (2013). Achieving a Sustainable Food System with Organic Farming. <http://www.worldwatch.org/achieving-sustainable-food-system-organic-farming>. Page consultée le 31 décembre 2013.